

Dialogues de la DDC sur les systèmes alimentaires :

Notes de synthèse des groupes de discussion français, deuxième tour (1 Juin 2021)

Prix Équitables – Vision : Parce que la société valorisera le rôle que les agriculteur·trice·s jouent dans les systèmes alimentaires par le biais d'une fixation réelle des coûts/prix, les populations rurales, en particulier les jeunes, auront de meilleures perspectives économiques et sociales et les agriculteur·trice·s seront mieux inclus·e·s dans les processus de décision économiques et politiques pertinents.3

Réseaux sociaux solides - vision : Des mouvements et des réseaux sociaux forts entre les ménages, aux niveaux national et communautaire, favorisent non seulement une nutrition plus saine et des systèmes alimentaires durables, mais facilitent également une meilleure coopération économique le long des chaînes de valeur et d'approvisionnement et dans le travail familial/de soins et permettent ainsi l'égalité des chances entre hommes et femmes dans les activités économiques ainsi qu'une participation politique égale.6

Production durable – vision : Parce que la production sera plus durable et les chaînes d'approvisionnement plus courtes, les producteur·trice·s et les consommateur·trice·s seront plus étroitement lié·e·s, les aliments et les choix alimentaires seront plus sains, les prix seront plus justes et les moyens de subsistance plus décentés, tandis que les pertes et gaspillages alimentaires, l'utilisation des ressources naturelles et les impacts sur l'environnement et les émissions seront réduits au minimum.8

Politiques favorables – vision : Les politiques agricoles et alimentaires nationales soutiennent les denrées alimentaires régionales et saisonnières produites de manière durable et les informations sur les régimes alimentaires sains et durables, favorisant ainsi la gestion agro-écologique des ressources et l'accès à des denrées alimentaires sûres et nutritives pour l'ensemble de la société, à un prix abordable.11

Sensibilisation à la nutrition – vision : L'intégration systématique de la nutrition dans les programmes scolaires, les soins maternels et infantiles, etc. contribue à ce que les gens privilégient une alimentation saine et la production d'aliments diversifiés et durables, ce qui permet d'améliorer la disponibilité et l'accessibilité d'une alimentation saine et durable pour tous.13

Déjeuner scolaire – vision : La promotion de repas d'origine agro-écologique dans les cuisines des écoles et des collectivités permettra de garantir une demande constante d'aliments produits de manière agro-écologique et une alimentation saine pour tous les élèves/les personnes de la société et d'améliorer les performances des élèves à l'école et des personnes dans leur travail.....15

Accès à la terre – vision : Les réformes foncières et judiciaires permettent un accès amélioré et équitable à la terre et à la justice pour tous, explicitement aussi pour les femmes et les jeunes, sécurisant ainsi tous les investissements des agriculteur·trice·s réalisés sur la terre et le développement durable et résilient de moyens de subsistance décentés et d'indépendance économique.....18

Politiques de Commerce Equitable – vision : Des régimes d'importation, d'exportation et de taxation appropriés dans les pays permettront aux agriculteur·trice·s de se concentrer sur des produits compétitifs sur les marchés nationaux, régionaux et internationaux, permettant la création de revenus et d'emplois le long des chaînes d'approvisionnement et de valeur rurales-urbaines.....20

Données fiables et certification - vision : Un système national de données précises, sûres et fiables et de certification de la production, de la distribution, de la transformation, de la commercialisation et de la consommation de produits agricoles fournira des informations sur les éléments nécessaires de cadres juridiques appropriés et sur l'utilisation adéquate des ressources pour les chaînes de valeur agricoles.22

Partenariats de recherche propices – vision : Les partenariats internationaux de recherche agricole se concentrent sur les éléments de l'agroécologie et de la résilience climatique, tiennent compte des différents contextes régionaux, notamment des pays à faible revenu et/ou fragiles, et mettent leurs résultats à la disposition de tous.....	25
Agriculture agroécologique – vision : Une diversification agroécologique de la production et des pratiques agricoles à faible impact réduisant l'utilisation de combustibles fossiles et d'intrants chimiques permettent une gestion plus durable des ressources naturelles, une consommation alimentaire plus sûre et la création de plus d'emplois.....	27
Ressources naturelles intactes – vision : En optant pour des cultures adaptées aux conditions locales, des méthodes de conservation des sols et des systèmes d'irrigation durables, qui utilisent le moins d'eau possible, il est possible de maintenir une production alimentaire (rentable), tout en préservant les ressources en eau et l'aquaculture, en améliorant la qualité des sols, en réduisant l'érosion des sols et en s'adaptant mieux aux effets négatifs du changement climatique.	29

Notes du groupe de discussion : Prix Equitables

Prix Equitables – Vision : Parce que la société valorisera le rôle que les agriculteur·trice·s jouent dans les systèmes alimentaires par le biais d'une fixation réelle des coûts/prix, les populations rurales, en particulier les jeunes, auront de meilleures perspectives économiques et sociales et les agriculteur·trice·s seront mieux inclus·e·s dans les processus de décision économiques et politiques pertinents.

Objectif du deuxième événement : Au cours de la deuxième série de dialogues sur les systèmes alimentaires (1^{er} juin 2021), l'objectif est de formuler des **recommandations** sur ce qui doit être fait, et par qui, d'ici à 2030, pour se rapprocher de la vision, ainsi que d'identifier les domaines de divergence ou de désaccord importants et les questions ouvertes.

2.1 Quelles mesures doivent être prises (et par quelles parties prenantes) pour concrétiser la vision ? Qu'est-ce qui serait différent ou meilleur en conséquence ?
En d'autres termes, à quoi ressemblerait le succès ?

Mesures essentielles :

- Mieux définir le **rôle de chaque acteur** le long de la chaîne de valeur. Exemple bon-élève : prix du lait garanti aux producteurs de lait suisses – une action qui peut être spécifique à une filière et appliquée à différentes échelles
- **Transparence** du prix : prise de connaissance du *vrai* prix d'un produit (campagnes de **sensibilisation et éducation** auprès des consommateurs et **accès à l'information** de la part des acteurs économiques et des producteurs), en vue de :
 - Internaliser les coûts
 - Faciliter le dialogue entre les acteurs
 - Mieux informer / guider les consommateurs dans leurs choix et préférences (produits locaux, sains, à faible impact écologique ou social, etc.).
Exemples d'actions concrètes : labelling, étiquetage des produits ; applications digitales retraçant l'origine ou les composantes d'un produit ; champions locaux pour véhiculer des messages
- Restructurer les chaînes de valeur : **minimiser les acteurs intermédiaires, relocaliser les activités à haute valeur ajoutée**. Exemple : Côte d'Ivoire produit du cacao, mais ne consomme que des produits finis importés (chocolat)
- Adoption de **mesures sociales** pour faciliter l'accès à une alimentation saine auprès des groupes / communautés démunies, plutôt que de baisser les prix des aliments. Exemples d'actions concrètes : repas scolaires, bon d'achat pour des distributeurs / (re-)vendeurs responsables
- Favoriser l'**acquisition de produits alimentaires** auprès des petits producteurs / producteurs locaux / producteurs responsables à différentes échelles. Par exemple du Programme Alimentaire Mondial (PAM, World Food Programme), cf. section 2.2
- Donner un **signal politique et du marché clair** auprès des acteurs afin de les responsabiliser et inciter à adopter des pratiques soutenables. Exemples : mesures fiscales (gouvernement), pression de la société civile (risque réputationnel)

- Développer des stratégies et des objectifs nationaux cohérents avec une dimension systémiques (i.e. incluant les aspects économiques, sociaux, nutritionnels, écologiques)

2.2 Comment différents types d'organisations (par exemple, celles représentées dans votre groupe) peuvent-ils contribuer à la vision ?

Principales parties prenantes et suggestion du rôle (principal/potentiel) de chacun :

1. **Consommateurs** : responsabilité dans leurs **choix** de consommation
2. **Société civile** (représentant des thèmes et groupes transversaux : association de consommateurs, producteurs, petits agriculteurs, protection de l'environnement, etc.) : 1) **éducation / sensibilisation** des consommateurs pour (ré-)orienter les préférences alimentaires ; 2) **pression** sur les grands acteurs agro-alimentaires et politiques publiques
3. **Gouvernements** : 1) **mesures incitatives** (économiques, réglementaires) pour promouvoir un meilleur comportement le long des chaînes de valeur / d'approvisionnement ; 2) fixer des **limites claires** auprès des acteurs agro-alimentaires ; 3) **politiques publiques cohérentes** ; 4) mieux/plus investir dans la **recherche** pour trouver des solutions et approches plus soutenables dans la production alimentaire
4. **Organisations / institutions inter-gouvernementales et mondiales** : mieux tenir en compte des **spécificités des acteurs** (producteurs) et du **contexte** à plus basse échelle dans leurs **stratégies, recommandations et procédures**. Par exemple, le PAM est parmi les plus grands acheteurs alimentaires (graines, céréales) au monde et pourtant seulement approx. 2/3 des achats se font auprès de grands acteurs économiques. Les recommandations et critères de qualité ne sont pas adaptés aux petits producteurs (manque de ressources pour l'infrastructure ou certification) et devraient être mieux adaptés aux conditions spécifiques.
5. **Donneurs bi-/multilatéraux** : re-balancer les asymétries de pouvoirs (par ex. accès à des meilleures infrastructures ou des pratiques de production pour améliorer la qualité de la production), soutien stratégique et de gouvernance
6. **Acteurs privés** : 1) développer des nouveaux « business models » qui prennent mieux en compte les valeurs sociétales et leurs responsabilités; 2) transparence

2.3 Quelles **recommandations spécifiques** le groupe a-t-il pour le Sommet sur les systèmes alimentaires concernant la vision ?

1. Des prix équitables doivent tenir en compte des **aspects sociaux, économiques, sanitaires et environnementaux spécifiques au contexte** dans lesquels ils s'inscrivent. Cela nécessite des politiques et stratégies qui vont au-delà de la tarification.
2. Tenir en compte les **différences entre les chaînes d'approvisionnement courtes et moyennes/longues**, en termes acteurs, dynamiques, public cible, et adapter les mesures en conséquences
3. Un système alimentaire ne peut être **soutenable que si les producteurs bénéficient de revenus adéquats**. Cela nécessite de **découpler** la question d'**accès** à une alimentation saine aux groupes / communautés qui ont peu de moyens et des **prix bas**.
4. **Importance de la transparence** de la structure des prix /coûts au long des chaînes de valeurs (quelle part du prix final est allouée à qui ?)

5. Le dialogue doit **inclure toutes les parties prenantes à pied égal**, sur la base d'**objectifs cohérents** (prise en compte d'aspects sociaux, économiques, sanitaires et écologiques)

2.4 Quels sont les principaux domaines de débat par rapport à la vision, et comment les gérer ?

- Prix abordables vs. Prix équitables, d'où mesures sociales vs. Mesures tarifaires
- Chaîne d'approvisionnement courtes vs. Moyennes et longues

NB : la vision en elle-même n'était pas particulièrement discutée

2.5 Quelles sont les questions ouvertes auxquelles il faut encore répondre, le cas échéant ?

Comment changer le business model de l'industrie agro-alimentaire pour garantir des produits de qualité et un revenu juste pour les producteurs ?

Comment garantir un dialogue transparent et constructif lorsqu'il y a une asymétrie de pouvoirs entre les acteurs ?

Comment éviter des messages contradictoires, par exemple favoriser la production et l'utilisation de matières premières locales/nationales qui sont potentiellement néfastes pour la santé (par ex. sucre) ?

Comment mobiliser les consommateurs et les acteurs de la société civile afin de garantir un message cohérent (par exemple cf. question précédente) et des actions coordonnées qui permettraient de mettre la pression sur les grands acteurs agro-alimentaires ?

2.6 Avez-vous d'autres observations à faire suite à vos discussions ?

n/a

Notes du groupe de discussion : Réseaux sociaux solides

Réseaux sociaux solides - vision : Des mouvements et des réseaux sociaux forts entre les ménages, aux niveaux national et communautaire, favorisent non seulement une nutrition plus saine et des systèmes alimentaires durables, mais facilitent également une meilleure coopération économique le long des chaînes de valeur et d'approvisionnement et dans le travail familial/de soins et permettent ainsi l'égalité des chances entre hommes et femmes dans les activités économiques ainsi qu'une participation politique égale.

Objectif du deuxième événement : Au cours de la deuxième série de dialogues sur les systèmes alimentaires (1^{er} juin 2021), l'objectif est de formuler des **recommandations** sur ce qui doit être fait, et par qui, d'ici à 2030, pour se rapprocher de la vision, ainsi que d'identifier les domaines de divergence ou de désaccord importants et les questions ouvertes.

2.7 Quelles mesures doivent être prises (et par quelles parties prenantes) pour concrétiser la vision ? Qu'est-ce qui serait différent ou meilleur en conséquence ?
En d'autres termes, à quoi ressemblerait le succès ?

- Appuyer les organisations de producteurs et de consommateurs en milieu rural ;
- Promouvoir les structures d'accompagnement ;
- Promouvoir les dialogues d'affaires entre acteurs en vue de politiques agricoles adaptées et responsables ;
- Faciliter l'accès à l'information aux producteurs et aux consommateurs, par l'utilisation des TIC et le marketing agricole ;
- Promouvoir l'outil « cluster agricole » dans les différentes filières agricoles, afin de faciliter l'accès des producteurs aux marchés ;
- Prendre en compte le genre dans les actions de promotion agricole :
 - ✓ en incitant les femmes et les jeunes à se constituer en associations ;
 - ✓ en impliquant les hommes afin qu'ils encouragent leurs femmes à s'engager dans la production.
- Promouvoir la disponibilité d'intrants biologiques ;
- Promouvoir les méthodes innovantes d'agriculture familiale biologique.

2.8 Comment différents types d'organisations (par exemple, celles représentées dans votre groupe) peuvent-ils contribuer à la vision ?

Les organisations de producteurs et les associations de consommateurs doivent s'engager dans des dialogues avec l'Etat, afin d'assurer une cohérence entre les besoins du monde rural et les politiques publiques. Pour y parvenir, il faut :

- de la part des pouvoirs publics :
 - ✓ une équité dans la sélection des participants aux dialogues ;
 - ✓ des lignes budgétaires pour assurer le renforcement des capacités des acteurs ;
- de la part des acteurs du monde rural :
 - ✓ une meilleure organisation associative ;
 - ✓ la disponibilité des acteurs.

2.9 Quelles **recommandations spécifiques** le groupe a-t-il pour le Sommet sur les systèmes alimentaires concernant la vision ?

- Une alimentation saine et équilibrée doit être abordable pour le consommateur. Ceci pose donc la question, non seulement de la disponibilité du produit, mais surtout de son accessibilité financière par les consommateurs, dans un contexte où la priorité pour les pouvoirs publics reste la sécurité alimentaire.
- Il est nécessaire de promouvoir la labellisation de la production locale pour un meilleur accès au marché ;
- Assurer une meilleure organisation des acteurs, par :
 - ✓ une facilitation des dialogues d'affaires ;
 - ✓ une meilleure organisation des différentes filières ;
 - ✓ une implication des femmes et des jeunes dans la production et la distribution ;
- Faciliter l'accès au financement.

2.10 Quels sont les principaux domaines de débat par rapport à la vision, et comment les gérer ?

- Quel appui apporter aux organisations de producteurs et de consommateurs pour une participation de qualité aux dialogues d'affaires entre acteurs et aux dialogues avec les pouvoirs publics en vue d'influencer les politiques nutritionnelles et alimentaires ?

2.11 Quelles sont les questions ouvertes auxquelles il faut encore répondre, le cas échéant ?

- L'agriculture biologique et l'agriculture conventionnelle dans un contexte d'insécurité alimentaire : quelle option pour les pouvoirs publics ?

2.12 Avez-vous d'autres observations à faire suite à vos discussions ?

RAS

Notes du groupe de discussion : Production durable

Production durable – vision : Parce que la production sera plus durable et les chaînes d'approvisionnement plus courtes, les producteur·trice·s et les consommateur·trice·s seront plus étroitement lié·e·s, les aliments et les choix alimentaires seront plus sains, les prix seront plus justes et les moyens de subsistance plus décents, tandis que les pertes et gaspillages alimentaires, l'utilisation des ressources naturelles et les impacts sur l'environnement et les émissions seront réduits au minimum.

Objectif du deuxième événement : Au cours de la deuxième série de dialogues sur les systèmes alimentaires (1^{er} juin 2021), l'objectif est de formuler des **recommandations** sur ce qui doit être fait, et par qui, d'ici à 2030, pour se rapprocher de la vision, ainsi que d'identifier les domaines de divergence ou de désaccord importants et les questions ouvertes.

Soyez audacieux et pensez autrement pour des solutions qui peuvent changer la donne. En effet, l'urgence de la situation exige de l'action, il est temps d'appliquer ce que nous savons et s'engager dans une direction commune, instaurer la confiance, composer un puzzle qui donnera une solution la meilleure possible. De ce fait, il ne suffira pas de modifier il y a besoin d'un vrai changement d'où ces vagues qui correspondent à une transformation.

FOCUS -1- POUR LE 2^E TOUR

IDENTIFIER LES TRAJECTOIRES PRINCIPALES QUI MENERAIENT A L'ACTION

QUELS ACTEURS PROFITENT ET/OU ONT BESOIN DES DONNEES ?

QUI VA S'EN SERVIR DE CES INFORMATIONS ET QUELLES SONT LES REPERCUSSIONS DE CES DONNEES SUR LE TERRAIN.

- ✓ Pour ce faire il faut amener les producteurs à produire plus en utilisant moins d'intrants chimiques ;
- ✓ Développer des espèces avec consommation en eau réduite ;
- ✓ Inventorier et utiliser plus les espèces négligés (à valeur nutritive locale/à vertus agroécologiques) car c'est elles qui favorisent la biodiversité ;
- ✓ Obtenir l'implication institutionnelle comme un facteur de réussite ;
- ✓ Agir au niveau local : communautés, organisations d'acteurs ;
- ✓ Développer des circuits de formation dans l'action ;
- ✓ Inclure les populations autochtones – mais Comment ?

En général il faut des cultures plus adaptées aux conditions locales suivies par des politiques participatives, pour qu'elles soient favorables afin de briser les fractures sociales dans des systèmes ce qui demandent de travailler encore plus avec les OP (organisations des producteurs/paysannes).

Il faut plus de sensibilisation pointues, car des programmes d'une alimentation saine sont traduites à travers les enfants et que les apprentissages au niveau des familles se fait à travers les enfants. Les rendements des cultures sont exprimés en kg/ha ce qui compte le plus chez les producteurs tout en oubliant la qualité. Il faut donc abandonner le simple kg/ha mais penser à ce qui se passe derrière les chiffres (les plus-values sur la biodiversité, le stockage de carbone par hectare, chaine alimentaire).

Alors des Politiques favorables et **Cohérentes** entre les différentes parties prenantes et les Etats sont s'imposent car l'Etat ne cherche qu'à nourrir la population.

Cependant, dès qu'on proteste il faut être capable de proposer par organisation de la base, faire descendre les politiques au niveau local, rechercher/exiger des RESULTATS (gestion axée sur les résultats)

COMMENT PROMOUVOIR LA PRODUCTION "BIOLOGIQUE" "NATURELLE"

- ✓ Il faut une **réorganisation** → économie circulaire

La grande problématique est la production sur grande superficie. Aujourd'hui on produit en petite quantité sur des petites superficies et aussi les consommateurs ne font pas la différence entre production bio et conventionnelle.

- ✓ Le coût de certification est déjà un problème → système communautaire

Il faut intégrer le "bio" le "naturel" dans une logique économique et chercher des SOLUTIONS LOCALES :

- ✓ Pas forcément bio mais raisonnable (production qui utilise moins les produits chimiques)
- ✓ Nouveaux emplois des "livreurs des produits sains" pour des zones urbaines/péri-urbaines. Cela suppose la création des circuits.

FOCUS -2- POUR LE 2^E TOUR IDENTIFICATION DES MESSAGES CLES

L'ETAT

L'état est un très grand acteur et facteur, qu'il ne faut pas négliger → (cantines, casernes militaires, ministères → sont **le marché N°1 des produits alimentaires**).

PROMOUVOIR LES ENTREPRISES LOCALES

Si nous laissons agir toujours le même principe (choisir les produits le moins chers (LE MOINS DISANT) dans les appels d'offres etc. l'Etat FINANCERA des productions et des systèmes alimentaires NON DURABLES car c'est là le prix de revient est meilleur (au détriment de la durabilité dans le temps et durabilité écologique)

- ✓ Nourriture communautaire → payée par les collectivités – PRODUITE DE FACON RAISONABLE PLUS SAIN ;
- ✓ Plan d'action pour la promotion de l'agriculture biologique → **tirer le marché** ;
- ✓ Le marché libre ne suffira pas – il faut imposer les conditions que les livraisons soit dans un contexte local >50Km

COMMUNIQUER

- ✓ Un message commun et simple ;
- ✓ Un vrai marketing du produire et consommer local pour préserver le cadre de vie local pour un meilleur environnement de vie

ESPECES ORPHELINES ENTRETENIR LA BIODIVERSITE

- ✓ Revalorisation de l'agriculture pour revaloriser les terres qui sont objet des transactions → promouvoir la consommation locale pour reconsidérer l'agriculture comme un métier digne de ce nom ;
- ✓ Promouvoir les pratiques ancestrales où une place a été accordée à différentes espèces de "moindre" utilité économique mais à d'autres valeurs (arbres divers qui abritent flore et faune) par ex.
- ✓ Organiser des petites zones qui reconstruisent les biotopes naturels (trouveront abri espèces faune et flore), micro zones protégées.

Notes du groupe de discussion : Politiques favorables

Politiques favorables – vision : Les politiques agricoles et alimentaires nationales soutiennent les denrées alimentaires régionales et saisonnières produites de manière durable et les informations sur les régimes alimentaires sains et durables, favorisant ainsi la gestion agro-écologique des ressources et l'accès à des denrées alimentaires sûres et nutritives pour l'ensemble de la société, à un prix abordable.

Objectif du deuxième événement : Au cours de la deuxième série de dialogues sur les systèmes alimentaires (1^{er} juin 2021), l'objectif est de formuler des **recommandations** sur ce qui doit être fait, et par qui, d'ici à 2030, pour se rapprocher de la vision, ainsi que d'identifier les domaines de divergence ou de désaccord importants et les questions ouvertes.

2.1 Quelles mesures doivent être prises (et par quelles parties prenantes) pour concrétiser la vision ? Qu'est-ce qui serait différent ou meilleur en conséquence ? En d'autres termes, à quoi ressemblerait le succès ?

1. Avoir un changement de paradigme pour passer d'une politique agricole à une politique alimentaire qui est plus globale. En mettant en avant une approche systémique, avec des politiques sectorielles cohérentes (par exemple si la politique agricole fait la promotion des exploitations familiales et des petits producteurs-productrices, il ne faut pas que la politique commerciale soit trop libératrice et les expose).
2. Rendre effective la décentralisation. Ceci permettra d'avoir une déclinaison locale des politiques (traduction réelle sur le terrain) avec une mise en œuvre beaucoup plus efficace (cadre d'implémentation juridique et réglementaire).
3. Les politiques favorables doivent prendre en compte le changement climatique, les crises et vulnérabilités, l'agroécologie et la protection sociale pour que les pays en voie de développement puissent garantir un développement durable.
4. Renforcer les systèmes éducatifs et de formations pour aider à créer des systèmes alimentaires plus résilients. Et aussi la recherche doit être au service des producteurs-productrices.
5. Mettre en place des systèmes d'informations et de collectes de données fiables pour mieux comprendre les systèmes alimentaires et prendre des décisions plus objectives.

2.2 Comment différents types d'organisations (par exemple, celles représentées dans votre groupe) peuvent-ils contribuer à la vision ?

Les décideurs politiques doivent inciter l'élaboration et l'adoption des politiques favorables qui prônent aussi l'approche systémique.

2.3 Quelles **recommandations spécifiques** le groupe a-t-il pour le Sommet sur les systèmes alimentaires concernant la vision ?

Les politiques doivent être participatives et inclusives qui défendent les droits collectifs tout en privilégiant l'approche systémique.

2.4 Quels sont les principaux domaines de débat par rapport à la vision, et comment les gérer ?

- Décentralisation
- Accès aux marchés
- Groupes vulnérables (femmes, hommes, pauvres)
- Données/informations
- Chaines de valeur agricoles
- Agroécologie
- Changement climatique
- Résilience
- Foncier
- Agriculture
- Alimentation/systèmes alimentaires
- Protection sociale

2.5 Quelles sont les questions ouvertes auxquelles il faut encore répondre, le cas échéant ?

RAS

Ce sommet des nations unies sur les systèmes alimentaires en soi n'est-il pas une forme d'uni-polarisation avec une tendance d'uniformisation des systèmes alimentaires ? Y aurait-il au fond un réel intérêt en dehors des changements de forme dans les interventions en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle ?

2.6 Avez-vous d'autres observations à faire suite à vos discussions ?

RAS

Notes du groupe de discussion : Sensibilisation à la nutrition

Sensibilisation à la nutrition – vision : L'intégration systématique de la nutrition dans les programmes scolaires, les soins maternels et infantiles, etc. contribue à ce que les gens privilégient une alimentation saine et la production d'aliments diversifiés et durables, ce qui permet d'améliorer la disponibilité et l'accessibilité d'une alimentation saine et durable pour tous.

Objectif du deuxième événement : Au cours de la deuxième série de dialogues sur les systèmes alimentaires (1^{er} juin 2021), l'objectif est de formuler des **recommandations** sur ce qui doit être fait, et par qui, d'ici à 2030, pour se rapprocher de la vision, ainsi que d'identifier les domaines de divergence ou de désaccord importants et les questions ouvertes.

1. les personnes à impliquer ou à diriger

- producteurs ; paysans et chaîne de production ; intercropping (mélange des différentes cultures)
- amélioration de la nutrition des agriculteurs eux-mêmes.
- Consommateurs - Centres scolaires – Enfants comme vecteurs.
- Autorités locales – via programmes d'éducation
- Secteur privé qui a intérêt à participer -est parfois de facto exclu pour raisons politiques –.
- Secteur sanitaires ?
- Décideur politiques pour accompagner les programmes de prévention, nutrition au niveau étatique
- Décideurs locaux et traditionnels – chefs du village au niveau local et familiale.
- Implication des agents de santé communautaires
- Communautaire- famille

2. les idées de ce que l'organisation des participant·e·s devrait faire

- Nutrition intégrée en amont de programme agricoles
- Diversification alimentaire via décarbonisation
- Création de valeur partagée – en partenariat avec autorités.
- Insister sur renforcement des capacités à tous les niveaux
- Communication doit être adaptée en fonction des personnes cibles

5 points à retenir

1. Faire le lien entre production et consommation - Casser l'opposition sécurité alimentaire / nutrition - on ne se concentre plus sur la quantité de production mais la qualité les agriculteurs et producteurs ont tendance à répéter des méthodes séculaires concentrées sur la production (Importance d'avoir des indicateurs de nutrition).
2. Cibler les acteurs à intégrer en fonction du public cible : au Acteurs niveau communautaire (écoles /centres de santé) – vecteurs de changement (enfants, chefs locaux ; famille proche) ; aux niveau du cadre normatif et opérationnel (national/régional) : Acteurs autorités locales et nationales.

3. Intégration du secteur privé (local/multinational) effet d'entraînement sur les acteurs politiques locaux / secteur privé encore trop souvent laissé de côté
4. Nutrition intégrée en amont de programme agricoles & Renforcement des capacités
5. Garantir la disponibilité – accessibilité aux produits (dispo saisonnière ; coût)

Notes du groupe de discussion : Déjeuner scolaire

Déjeuner scolaire – vision : La promotion de repas d'origine agro-écologique dans les cuisines des écoles et des collectivités permettra de garantir une demande constante d'aliments produits de manière agro-écologique et une alimentation saine pour tous les élèves/les personnes de la société et d'améliorer les performances des élèves à l'école et des personnes dans leur travail

Objectif du deuxième événement : Au cours de la deuxième série de dialogues sur les systèmes alimentaires (1^{er} juin 2021), l'objectif est de formuler des **recommandations** sur ce qui doit être fait, et par qui, d'ici à 2030, pour se rapprocher de la vision, ainsi que d'identifier les domaines de divergence ou de désaccord importants et les questions ouvertes.

2.1 Quelles mesures doivent être prises (et par quelles parties prenantes) pour concrétiser la vision ? Qu'est-ce qui serait différent ou meilleur en conséquence ? En d'autres termes, à quoi ressemblerait le succès ?

Il s'agit de voir comment les cantines scolaires sont intégrés dans d'autres projets locaux (amélioration de la productivité ; appui aux petits producteurs). Intégrer les CS dans le renforcement des systèmes des productions locales. Les cantines scolaires doivent être définies comme une approche communautaire intégrée.

2.2 Comment différents types d'organisations (par exemple, celles représentées dans votre groupe) peuvent-ils contribuer à la vision ?

Le PAM doit continuer à jouer un rôle important. Il doit continuer à soutenir les projets d'utilisation des produits locaux dans l'alimentation scolaire. Pour cela il faudra associer les producteurs dans la stratégie d'alimentation scolaire. Les EFP ne doivent pas produire comme au paravent. Ils doivent rentrer dans un programme d'appui à la production durable et saine.

D'autres ministères sectoriels seront associés pour conceptualiser l'idée de la mise en contexte du système alimentaire au niveau des cantines scolaires (ministères des trois domaines : éducation, agriculture, santé).

Il faut associer des **acteurs locaux (décentralisation)** qui peut pousser l'intégralité des stratégies préconisées. Le rôle des collectivités locales (tant que c'est possible) sera renforcé en fonction du niveau de décentralisation par pays. Ceci permet de limiter l'effet de la logistique sur le système et faciliter la proximité de la gestion des cantines scolaires. Il faudra développer le partenariat public privé. Le privé ici peut être une ONG ou des entreprises agricoles.

Stratégie de durabilité d'une alimentation saine. La cantine scolaire doit être un vecteur d'un message d'une alimentation saine. Pour cela il faudra accompagner les cantines scolaires avec les jardins scolaires et les sorties pédagogiques sur la production alimentaire durable. Il faut rester dans un système de production durable. Tout ceci doit s'inscrire dans les programmes nationaux et développer de module scolaire dans les curricula scolaires.

La recherche agricole serait un partenaire à associer aux systèmes de l'alimentation scolaire saine et durable.

L'utilisation des produits alimentaires naturellement riches et sains doit être priorisée. Cependant, la fortification des produits alimentaires selon le cas pourrait être préconisée. Nous pensons également les systèmes des cantines scolaires doivent être en lien avec d'autres cantines : hôpitaux et les casernes. Responsabilité des hommes.

2.3 Quelles **recommandations spécifiques** le groupe a-t-il pour le Sommet sur les systèmes alimentaires concernant la vision ?

Les messages clés du groupe sont :

1. **Programme Alimentaire Mondial (PAM) est un acteur majeur pour l'appui au fonctionnement des cantines scolaires:** le PAM doit mettre l'accent sur l'utilisation des produits locaux dans l'alimentation scolaire. Aussi, les cantines scolaires doivent être vues comme un programme intégré qui prend en compte dans d'autres projets locaux : de renforcement de la résilience ; de promotion de l'agriculture durable bio, agroécologie ; d'amélioration de la productivité durable ; d'appui aux petits producteurs ; d'amélioration de la santé (obésité et diabète). Intégrer les CS dans le renforcement des systèmes des productions locales diversifiés et durables ;
2. **Système multi acteurs :** le programme de cantines scolaires dans sa conceptualisation devra associer à la fois les ministères en charge de l'éducation, de l'agriculture, de la santé et dans certains cas la recherche ;
3. Il faut associer des **acteurs locaux (décentralisation)** qui peut pousser l'intégralité des stratégies préconisées. Le rôle des collectivités locales (tant que c'est possible) renforcer en fonction du niveau de décentralisation par pays. Ceci permet de limiter l'effet de la logistique sur le système et faciliter la proximité de la gestion des cantines scolaires. Développer le partenariat public privé qui peut être des ONG ou des entreprises agricoles.
4. **Stratégie de durabilité d'une alimentation saine.** La cantine scolaire doit être un vecteur dans la société d'un message d'une alimentation saine. Pour cela il faudra accompagner les cantines scolaires avec des outils didactiques/pédagogiques tels que les jardins scolaires et les sorties pédagogiques sur la production alimentaire durable. Il faut rester dans un système de production durable moyennant un renforcement des capacités des institutions d'appuis, agriculteurs et opérateurs partenaires. Tous ceci doit s'inscrire dans les programmes nationaux et développer de modules scolaires appropriés dans les curricula scolaires. Ils doivent rentrer dans un programme d'IEC. Des programmes dédiés doivent toucher les opérants dans les cantines, les parents d'élèves.
5. **Diversification alimentaire pour l'équilibre nutritionnel :** Utiliser les produits alimentaires diversifiés (naturellement riches et sains, et les inclure si nécessaire dans le programme au niveau de la production) dont la combinaison assurera l'équilibre nutritionnel. Cependant, la fortification des produits alimentaires selon le cas pourrait être préconisée. Utiliser les résultats de la recherche à cet effet.
6. **Répartition équitable des tâches dans le ménage (Focus genre).** (Sensibiliser au choix des aliments et à une alimentation saine et équilibrée).
7. **Assurer le lien avec d'autres cantines :** maternelles, hôpitaux, centres pénitenciers et les casernes.

2.4 Quels sont les principaux domaines de débat par rapport à la vision, et comment les gérer ?

- Rôle du PAM dans le système d'alimentation scolaire ;
- Cantine scolaire comme un vrai instrument d'alimentation des enfants permettant d'avoir une nourriture saine et un facteur de croissance des enfants ;
- Rôles des acteurs clés du dispositif de l'alimentation scolaire ;
- Aussi comme un vecteur de bonnes pratiques pour une alimentation saine et un changement de comportement.

2.5 Quelles sont les questions ouvertes auxquelles il faut encore répondre, le cas échéant ?

La décentralisation : dans certains pays les politiques de décentralisation ne sont pas évoluées. Comment assurer la gestion locale de l'alimentation scolaire ? La recherche de partenaires locaux est préconiser afin de développer un partenariat publique privé.

2.6 Avez-vous d'autres observations à faire suite à vos discussions ?

Les discussions ont été fructueuses. Le groupe a eu un membre en plus pour cette étape.

Notes du groupe de discussion : Accès à la terre

Accès à la terre – vision : Les réformes foncières et judiciaires permettent un accès amélioré et équitable à la terre et à la justice pour tous, explicitement aussi pour les femmes et les jeunes, sécurisant ainsi tous les investissements des agriculteur·trice·s réalisés sur la terre et le développement durable et résilient de moyens de subsistance décents et d'indépendance économique.

Objectif du deuxième événement : Au cours de la deuxième série de dialogues sur les systèmes alimentaires (1^{er} juin 2021), l'objectif est de formuler des **recommandations** sur ce qui doit être fait, et par qui, d'ici à 2030, pour se rapprocher de la vision, ainsi que d'identifier les domaines de divergence ou de désaccord importants et les questions ouvertes.

Reformulation de la vision :

Accès à la terre : La **mise en œuvre concrète** de réformes foncières **et judiciaires** permet un accès amélioré et équitable à la terre et à la **justice foncière** pour tous, explicitement aussi pour les femmes et les jeunes, **garantissant des bases de production agricole et alimentaire durables**, **sécurisant** les investissements des agriculteur·trice·s réalisés sur la terre, **leurs** moyens de subsistance et **leur** indépendance économique **en vue de systèmes alimentaires plus résilients, plus inclusifs et plus durables**.

2.1 Quelles mesures doivent être prises (et par quelles parties prenantes) pour concrétiser la vision ? Qu'est-ce qui serait différent ou meilleur en conséquence ?
En d'autres termes, à quoi ressemblerait le succès ?

- Textes légaux formels versus règles traditionnelles de gestion de la terre : il faut diffuser les textes officiels, sensibiliser les populations, concilier les deux systèmes de gestion (exemple, Togo, exclusion des femmes du droit à la terre) sans créer des problèmes au niveau des communautés. Les acteurs concernés sont les chefferies, garants des us et coutumes au niveau des terroirs ; l'administration formelle (préfets, maires), les femmes et les jeunes.
- Nécessité d'harmoniser les textes sectoriels contradictoires : l'Etat central doit mettre tous les départements ministériels concernés autour de la table pour mettre de la cohérence. L'Etat doit engager ses propres moyens (et non compter sur l'aide externe) pour faire cela.
- Concurrence entre acteurs immobiliers et acteurs agricoles : en raison des faibles rendements économiques de l'agriculture, les paysans bradent les terres dont ils ont reçu des droits de propriété individuelle (antérieurement, la propriété des terres était étatique) ; il faut stopper ce mouvement à la fois par la revalorisation de l'agriculture (qui redonnera de la valeur aux terres agricoles) et par des mesures de régulation des investissements immobiliers. Les acteurs sont les autorités législatives, les acteurs du développement rural et local, de la décentralisation, des organisations coutumières, de femmes et de jeunes.
- La décentralisation de la gestion foncière (en Afrique de l'Ouest) n'a pas été accompagnée des ressources nécessaires à la mise en œuvre. Il faut transférer des ressources du centre vers les administrations locales pour garantir une gestion foncière locale efficace et non corrompue.
- Circuit courts péri-urbains – villes => revalorisation des terres agricoles => réduction des ventes ? Que peut-on attendre du secteur privé ?
- Les agriculteurs·trices vendent par contrainte, parce que l'agriculture ne rapporte pas assez, à cause du vieillissement de la population agricole et des difficultés d'achat de main-d'œuvre agricole. Il faut des mesures incitatives pour améliorer les systèmes de production agricole ; l'agriculture est le « dernier des métiers », il faut revaloriser l'agriculture pour ré-attirer les jeunes dans l'agriculture ; des mesures sociales accompagnatrices sont aussi nécessaires (comme un meilleur accès à la santé par exemple)

- Améliorer le cadastre : il est nécessaire de définir / confirmer les zones de production / à vocation agricole et interdire, dans ces zones, les transactions foncières à d'autres fins que l'agriculture. Définir des mécanismes de facilitation / sécurisation de l'accès à la terre pour les femmes et les jeunes. N'exclure personne.

2.2 Comment différents types d'organisations (par exemple, celles représentées dans votre groupe) peuvent-ils contribuer à la vision ?

- Point non-discuté (manque de temps).

2.3 Quelles **recommandations spécifiques** le groupe a-t-il pour le Sommet sur les systèmes alimentaires concernant la vision ?

- Message clé n°1 : harmoniser de manière inclusive les lois foncières formelles / modernes et les systèmes traditionnels de gestion du foncier en incluant tous les acteurs et en assurant une appropriation réelle des décisions (rôle clé pour l'Etat et les autorités locales).
- Message clé n° 2 : sécuriser les zones à vocation agricole et mettre en œuvre des investissements structurants (irrigation, moyens de stockage et de conservation des produits) pour une utilisation optimale des terres agricoles par les femmes et les jeunes (rôle clé pour l'Etat et les autorités locales).
- Message clé n° 3 : promouvoir le « consommer local » (circuits courts) pour rendre l'agriculture attractive, considérer l'agriculture comme un métier digne de ce nom (rôle clé pour le secteur privé).
- Message 4 : développer des dialogues permanents entre les dépositaires des terres (i.e. les propriétaires terriens), les utilisateurs de ces terres et les autorités locales de manière à ce que l'accès à la terre soit aisé (rôle clé pour l'Etat et les autorités locales).
- Message 5 : réaliser le cadastre pour disposer d'un fichier foncier national afin de pouvoir suivre et vérifier les transactions foncières pour éviter le bradage des terres, l'accaparement des terres et la spéculation foncière.

2.4 Quels sont les principaux domaines de débat par rapport à la vision, et comment les gérer ?

- N/A

Notes du groupe de discussion : Politiques de Commerce Equitable

Politiques de Commerce Equitable – vision : Des régimes d'importation, d'exportation et de taxation appropriés dans les pays permettront aux agriculteur·trice·s de se concentrer sur des produits compétitifs sur les marchés nationaux, régionaux et internationaux, permettant la création de revenus et d'emplois le long des chaînes d'approvisionnement et de valeur rurales-urbaines

Objectif du deuxième événement : Au cours de la deuxième série de dialogues sur les systèmes alimentaires (1^{er} juin 2021), l'objectif est de formuler des **recommandations** sur ce qui doit être fait, et par qui, d'ici à 2030, pour se rapprocher de la vision, ainsi que d'identifier les domaines de divergence ou de désaccord importants et les questions ouvertes.

Les analyses générales

Il y a une erreur de formulation : il ne s'agit pas que de label, il s'agit de toutes les politiques

Il y a un déséquilibre énorme pour appliquer les politiques de commerce équitables dans les pays du Sud et des Pays Nord.

Les acteurs des pays du nord sont déjà sensibilisés notamment les consommateurs

Dans la majorité des cas, les politiques de commerces restent un élément de discours sans aucune force applicable

Les échanges

- La gestion des frontières permettent de protéger les systèmes de production locale, le commerce libre endommage l'économie locale, détruit le système local etc...)
 - Le commerce équitable est restreint dans un rapport de vendeur et de clients ou de consommateurs. Il est important que ce modèle soit repris par les états pour renforcer les exigences et systématiser son adoption à toutes les chaînes de valeur.
 - Il est important pour les Etats de revoir les règlements de commerce sur les échanges internationaux et de trouver les moyens pour les articuler avec les objectifs de développement durable (ODD).
 - Il faut réfléchir intelligemment pour proposer des mesures de restriction et des mesures incitatives acteurs des chaînes de valeur pour favoriser le
 - Revoir les systèmes de GAP, il faut que les pays développent les statistiques sur les prix et pas que sur les volumes.
 - Normes de qualité pour les exportations doivent prendre en compte les politiques de commerce équitable
- Au niveau des filières locales, régionales il y a aucune volonté pour faire appliquer. Il faut des lois et un système de contrôle des entités déconcentrées des états
- Nécessite une organisation des acteurs des filières pour faciliter le système de contrôle et d'application des politiques de commerce équitables
 - Il faut un accord entre les pays qui ouvrent les politiques tarifaires qui contribuent au développement durable ? (1) quand ils sont l'argument de protéger un système de production local.
 - Système local est influencé par les politiques nationales et par les politiques internationales
 - Il faut dans le sommet sur les systèmes alimentaires interdire les subventions dans les produits d'exportations
 - Il faut un système de protection des systèmes alimentaire locaux
 - Il faut des indicateurs concrets dans les pays pour apprécier le progrès dans l'adoption des politiques de commerce équitable.

En conclusion, le commerce équitable doit permettre une reproduction et amélioration des systèmes de production local avec les producteurs.trices au cœur. Ces politiques doivent soutenir une agriculture durable et non un modèle économique mondial déséquilibré.

Voici les 5 propositions de synthèse

- 1- Au sommet sur les systèmes alimentaires de septembre, trouver un accord entre les pays pour interdire les subventions dans les produits d'exportations.
- 2- Analyser les instruments de commerce internationaux (politiques tarifaires) entre les pays pour les amener à contribuer aux objectifs de développement durable (ODD).
- 3- Contribuer à élaborer les instruments politiques équitables dans le Sud et dans le Nord pour permettre le développement des systèmes de production locale (opérationnel)
- 4- Mettre en place un dispositif de suivi transparent sur les échanges commerciaux qui en prend le volume, le prix, le tarif douanier etc., faciliter la création d'instruments d'observation sur les chaînes de valeur
- 5- Le commerce équitable doit permettre une reproduction et une amélioration des systèmes de production avec les producteurs.trices au centre

Notes du groupe de discussion : Données fiables et certification

Données fiables et certification - vision : Un système national de données précises, sûres et fiables et de certification de la production, de la distribution, de la transformation, de la commercialisation et de la consommation de produits agricoles fournira des informations sur les éléments nécessaires de cadres juridiques appropriés et sur l'utilisation adéquate des ressources pour les chaînes de valeur agricoles.

Objectif du deuxième événement : Au cours de la deuxième série de dialogues sur les systèmes alimentaires (1^{er} juin 2021), l'objectif est de formuler des **recommandations** sur ce qui doit être fait, et par qui, d'ici à 2030, pour se rapprocher de la vision, ainsi que d'identifier les domaines de divergence ou de désaccord importants et les questions ouvertes.

2.1 Quelles mesures doivent être prises (et par quelles parties prenantes) pour concrétiser la vision ? Qu'est-ce qui serait différent ou meilleur en conséquence ?
En d'autres termes, à quoi ressemblerait le succès ?

Quel direction peut-on prendre pour établir un tel système pour faciliter une transition vers une agriculture écologique

Recueillir les données coûteuses

Les priorités pour aller vers une agriculture durable

- l'eau
- la terre
- la pollution

Des données ne sont pas accessibles pour tout le monde

A chaque priorité s'identifie les acteurs. Un sentiment d'urgence guide les choix des priorités communes.

Un agriculteur ou une ferme a besoin d'un outil pour contrôler sa propre consommation de l'eau.

Les informations sont utilisés à une période donnée

La période de collecte des données est importante, dans le sens que les données soit disponible

La collecte de données doit se faire de façon continu.

2.2 Comment différents types d'organisations (par exemple, celles représentées dans votre groupe) peuvent-ils contribuer à la vision ?

A l'échelle Nationale comment élaborer un tel travail

Les Etats travaillent avec des documents d'orientation (les ODD)

Les priorités d'un pays ne sont pas toujours compatibles avec celle des consommateurs

Autour des données on a :

- ✓ Des acteurs de la société civile qui fournissent des données comme les entreprises et les organisations
- ✓ Les consommateurs des données
- ✓ Les régulateurs des données (l'Etat)

Une action collective est nécessaire pour établir un système de données.

Au Bénin un système de collecte de données a été réalisé en incluant les centres de recherche, les universitaires et les paysans. Le système s'est étalé de 2011 à 2014. C'est un système régional mais vu comme nationale. Ce système de données (biologique locale) est suivi par la fédération des producteurs du Bénin accompagné par les ONG locales.

Comment peut-on organiser le système ?

Avec un système de données, il y a certaines parties qui vont bénéficier et d'autres pas.

Les groupes qui n'ont pas un pouvoir de décision doivent être intégrés.

Pourquoi les données créent-elles les inégalités ?

La transparence dans la gestion des données a des limites. Elle agit sur la concurrence. En fonction des acteurs l'ouverture sera bien moins forte. Le partage des données n'est pas libre, elle dépend des acteurs. La politique manipule généralement l'information.

Il y a de la confidentialité d'où viennent les données.

Il est idéal quand l'acteur trouve un intérêt à sa donnée.

Un système de certification ou de collecte de données nécessite une entité de régulation et en général l'Etat.

Les acteurs (producteur, transformateur, commerçant, consommateur) doivent être impliqués pour définir les priorités.

Le travail de symbiose entre les organismes de certification et l'Institut National de la Statistique permet de réduire les coûts de certifications

2.3 Quelles **recommandations spécifiques** le groupe a-t-il pour le Sommet sur les systèmes alimentaires concernant la vision ?

Les 5 messages clés

L'élaboration d'un système de données fiables nécessite les actions suivantes :

- Les acteurs trouvent leurs intérêts
- La définition des priorités
- La régulation de l'Etat
- L'identification des acteurs

- Les débats sur la politique agricole ou la création

2.4 Quels sont les principaux domaines de débat par rapport à la vision, et comment les gérer ?

Le mécanisme de gestion des données renvoie à la manipulation, la diffusion et la conservation des données.

Comment peut-on financer la collecte des données ?

Qui doit payer ?

- Le producteur paye pour la certification de son produit
- Le consommateur final paye le produit avec une plus-value. Les gens achète les produits à base des informations. Les consommateurs ont besoins des informations pour préserver leur santé
- L'Etat à travers les impôts peuvent financer la collecte des données pour lutter par exemple contre les changements climatiques

2.5 Quelles sont les questions ouvertes auxquelles il faut encore répondre, le cas échéant ?

L'élaboration des cahiers de charge doit tenir compte de l'environnement. Il existe un gap entre un cahier de charge de l'U.E et le contexte africain et si on regarde de façon stricte on risque ne pas certifier certains produit.

Les données collectées doivent éveillées l'attention des politiques agricoles. Il est encore difficile pour les Etats africains d'aller vers l'agriculture durable ou écologique.

2.6 Avez-vous d'autres observations à faire suite à vos discussions ?

Notes du groupe de discussion : Partenariats de recherche propices

Partenariats de recherche propices – vision : Les partenariats internationaux de recherche agricole se concentrent sur les éléments de l'agroécologie et de la résilience climatique, tiennent compte des différents contextes régionaux, notamment des pays à faible revenu et/ou fragiles, et mettent leurs résultats à la disposition de tous

Objectif du deuxième événement : Au cours de la deuxième série de dialogues sur les systèmes alimentaires (1^{er} juin 2021), l'objectif est de formuler des **recommandations** sur ce qui doit être fait, et par qui, d'ici à 2030, pour se rapprocher de la vision, ainsi que d'identifier les domaines de divergence ou de désaccord importants et les questions ouvertes.

Messages clés des discussions du groupe :

La mobilisation agroécologique est un travail de fond, qui s'inscrit dans la durée. Les résultats de la recherche sont fondamentaux pour soutenir le mouvement. La recherche est légitimée pour travailler sur des itinéraires différents. Elle doit donc s'ouvrir à des pensées différentes de celles dominantes héritées de la révolution verte et de l'approche productiviste. Mais pour cela, elle doit repenser ses modèles et son financement.

1. Les modèles de recherche doivent être repensés

Comment la demande et les orientations globales de la recherche peuvent-elles être exprimées de manière efficace ? Bien souvent se sont les pays (du Nord et du Sud) et leurs représentants (politiciens et fonctionnaires du Sud) qui le font au nom de leurs paysans, de leurs consommateurs, de la société civile. Et cela problématique. Pour que la recherche ait un impact, il faut que les acteurs de la société civile (paysans et consommateurs) soient associés aux décisions (co-décision ou co-construction).

L'innovation est un processus participatif et pour qu'elle soit adoptée, elle doit se faire avec **l'inclusion de tous les acteurs** principalement avec les paysans, les consommateurs, avec les bénéficiaires ou leurs utilisateurs directs en général. Les scientifiques sont une des parties de cette innovation et font de la recherche sur les questions ouvertes sur les problématiques définies par ces acteurs.

Les partenariats de recherche doivent s'appuyer principalement sur **les acteurs locaux permanents**. Donc ce sont principalement des partenariats sud-sud qui devraient être promus. Les partenaires du nord et les banques de développement financent cette recherche et trop souvent "imposent" leurs vues et orientent cette recherche vers des questions qui ne sont pas forcément celles des petits paysans et consommateurs du sud. Les institutions internationales de recherche et les bailleurs de fonds (bilatéraux et banques) doivent se positionner en facilitateurs, en accompagnateurs de ces processus locaux.

Il faut **réinventer le métier de la recherche** dans le domaine de l'agriculture et des systèmes alimentaires (food systems). Cela implique donc que les **institutions de recherche soient également transformées** et réorientées vers des modèles qui coûtent beaucoup moins chers.

Le système traditionnel basé sur un pilote et ensuite une phase de diffusion ne fonctionne que de manière très lacunaire, particulièrement pour les petits paysans du Sud. Des **modèles d'expérimentation transdisciplinaires à grande échelle** avec les paysans qui seront des paysans-chercheurs doivent être développés. Des problèmes de capture des informations, du partage des données, de leur fiabilité, leur analyse, posent des défis à la recherche.

Il manque trop souvent des **espaces d'échange formels** pour que tous les acteurs concernés puissent dialoguer ensemble, de manière ouverte et sans asymétries de pouvoirs. Il est donc nécessaire de systématiser et structurer la prise en compte de tous les acteurs au processus de recherche. Dans la mesure

du possible, les institutions doivent s'orienter vers les espaces et les systèmes propices déjà existants comme p.ex. farmer field schools ou champs écoles, les organisations paysannes, de consommateurs, systèmes traditionnels etc.

2. Le focus de recherche agronomique

La recherche doit se focaliser davantage sur les espèces négligées car elles favorisent la biodiversité, sont importantes pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations du sud et ont souvent une valeur culturelle importante pour les populations locales. De plus les paysans et paysannes possèdent un savoir traditionnel important sur ces espèces qui mérite d'être valorisé et diffusé.

Les variétés traditionnelles, particulièrement les espèces non-échangeables ou "orphan crops" (tubercules, céréales, arbres, animaux, etc.) doivent être inventoriées et conservées.

Les résultats de la recherche financée par les pays du sud et par l'aide au développement sont un **bien public** commun et ils doivent être librement à disposition de tous. Le brevetage des semences en particulier des variétés paysannes ne doit pas se faire au détriment des agriculteurs et éleveurs.

Il est également impératif de mener à bien les ratifications et la mise en œuvre de traités tels que le TIRPAA (**Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture**).

Même si dans les pays du Nord, l'élevage et la consommation des produits issus de l'élevage sont remis en question (surtout le modèle économique développé), **l'élevage est un secteur important des systèmes alimentaires pour ne très nombreuses régions**. Une attention particulière doit également être portée par la recherche sur ces systèmes traditionnels.

3. Privilégier les plaidoyers

L'agroécologie est également un mouvement et le plaidoyer joue un rôle primordial. Les résultats (évidences) de la recherche doivent servir aux acteurs de cette recherche (organisation paysannes, de consommateurs, traditionnelles) dans leur plaidoyer pour une transformation des systèmes alimentaires durables. Le partage plus égalitaire des résultats de ce modèle de recherche donne la crédibilité accrue au plaidoyer et à ses acteurs.

De même que pour la recherche des espaces destinés au partage de ces messages doivent être mis à la disposition de tous les acteurs.

4. Le financement de la recherche

Les pays en développement, malgré les engagements faits par leurs gouvernements, ne financent que modestement leur recherche. C'est surtout à travers l'aide au développement qu'un certain financement est assuré.

Cela induit une dépendance vis-à-vis du Nord et des banques de développement (qui dépendent aussi du Nord). Bien souvent, cette recherche est donc orientée vers des priorités qui ne sont pas toujours celles des pays du sud et encore moins celles des paysans du sud.

Le modèle financier doit être repensé et les rôles respectifs dans le partenariat éclaircis. Avec le modèle proposé, les bailleurs de fonds doivent se positionner en observateurs actifs, veillant à l'inclusion et aux rapports de force. La mutualisation des moyens et synergie d'action pour assurer des résultats pertinents par région agro-climatique avec le peu de ressource humaines et financières disponible.

Le Nord doit augmenter son support à une recherche agricole tenant compte des priorités des pays du Sud.

Notes du groupe de discussion : Agriculture agroécologique

Agriculture agroécologique – vision : Une diversification agroécologique de la production et des pratiques agricoles à faible impact réduisant l'utilisation de combustibles fossiles et d'intrants chimiques permettent une gestion plus durable des ressources naturelles, une consommation alimentaire plus sûre et la création de plus d'emplois.

Objectif du deuxième événement : Au cours de la deuxième série de dialogues sur les systèmes alimentaires (1^{er} juin 2021), l'objectif est de formuler des **recommandations** sur ce qui doit être fait, et par qui, d'ici à 2030, pour se rapprocher de la vision, ainsi que d'identifier les domaines de divergence ou de désaccord importants et les questions ouvertes.

2.1 Quelles mesures doivent être prises (et par quelles parties prenantes) pour concrétiser la vision ? Qu'est-ce qui serait différent ou meilleur en conséquence ?
En d'autres termes, à quoi ressemblerait le succès ?

Reformuler la vision pour considérer le rôle de l'innovation. Ainsi il n'y aura pas d'opposition entre réduction de l'utilisation des intrants chimiques et accroissement des rendements par exemple et l'agroécologie ne serait pas associé à faible productivité

Le succès serait donc que l'innovation productive compatibles avec l'agroécologie soit mise à l'échelle et constitue de ce fait une source de création d'emplois au niveau des différents maillons du système alimentaire.

Pour garantir le succès de cette vision, il faut éviter de considérer l'agroforesterie comme une norme applicable à tous, y compris les petits agriculteurs et même l'ensemble de ceux l'Afrique, qui n'ont déjà pas de capacités mais devront être obligés de s'y conformer.

Parmi les parties prenantes, inclure impérativement le secteur privé.

Volonté politique de changer les paradigmes pour permettre à des systèmes agro-écologiques de jouer un rôle majeur dans la production de denrées alimentaires à l'aide de mesures d'accompagnements pour faciliter la transition nécessaire du système actuels en système alimentaire plus autonome pour les populations

2.2 Comment différents types d'organisations (par exemple, celles représentées dans votre groupe) peuvent-ils contribuer à la vision ?

Le groupe a complété la vision en mentionnant aussi l'importance des politiques agricoles comme éléments important pour enclencher la mise en œuvre de la vision.

Mettre l'accent sur les partenariats « public privé »

2.3 Quelles **recommandations spécifiques** le groupe a-t-il pour le Sommet sur les systèmes alimentaires concernant la vision ?

La principale recommandation a été une reformulation de la vision comme suit :

« Une diversification agroécologique de la production et des pratiques agricoles à faibles impacts négatifs sur l'environnement en réduisant l'utilisation de combustibles fossiles et d'intrants chimiques **mais exploitant l'ensemble des opportunités d'innovations favorables** à une gestion plus durable des ressources naturelles, une consommation alimentaire plus sûre et la création de plus d'emplois avec l'appui du secteur privé. »

2.4 Quels sont les principaux domaines de débat par rapport à la vision, et comment les gérer ?

La contextualisation : pour gérer cela il faut une approche globale afin que chaque pays puisse adapter les mesures de mise en œuvre selon ses réalités

2.5 Quelles sont les questions ouvertes auxquelles il faut encore répondre, le cas échéant ?

RAS

2.6 Avez-vous d'autres observations à faire suite à vos discussions ?

RAS

Les 5 points clés à retenir :

1. Il est important d'adapter la vision aux contextes spécifiques, en particulier les Zones géographiques ;
2. Il faut une volonté politique (interne et externe) accrue pour accompagner la transition des systèmes actuels vers des systèmes alimentaires durables et plus respectueux de l'environnement
3. Engagement du secteur privé doit être caractérisé par un sens de responsabilité tant vers l'environnement que vers la société (populations locales et riveraines) négatives
4. Promouvoir les innovations et les technologies aptes à amorcer cette transition des systèmes actuels vers des systèmes alimentaires durables et plus respectueux de l'environnement
5. Engager des sensibilisation et informations à l'effet de dissiper les connotations des systèmes de production agro-écologiques

Notes du groupe de discussion : Ressources naturelles intactes

Ressources naturelles intactes – vision : En optant pour des cultures adaptées aux conditions locales, des méthodes de conservation des sols et des systèmes d'irrigation durables, qui utilisent le moins d'eau possible, il est possible de maintenir une production alimentaire (rentable), tout en préservant les ressources en eau et l'aquaculture, en améliorant la qualité des sols, en réduisant l'érosion des sols et en s'adaptant mieux aux effets négatifs du changement climatique.

Objectif du deuxième événement : Au cours de la deuxième série de dialogues sur les systèmes alimentaires (1^{er} juin 2021), l'objectif est de formuler des **recommandations** sur ce qui doit être fait, et par qui, d'ici à 2030, pour se rapprocher de la vision, ainsi que d'identifier les domaines de divergence ou de désaccord importants et les questions ouvertes.

Commençons par les catégories d'acteurs :

→ Quelle Vision ?

(i) L'état : Dans quel **état** travaillons-nous ? **donne les orientations, la vision**, quant aux ressources naturelles intactes. –Quelle vision dépendra de la nature de cet état

(ii) L'individu : L'individu doit s'approprier, comprendre que les ressources naturelles intactes (et stratégies de les maintenir) contribuent au bien-être individuel et de la société. L'individu joue un rôle afin de transmettre la vision à tous les membres de la société

Consommateur et producteur : Aligner consommateur et producteur à cette vision

(iii) Organisations locales / institutions de recherche : qui peuvent conduire la vision de l'état

(iv) Institutions d'encadrement / d'accompagnement : ONG, organisations internationales

→ Tous les acteurs doivent porter la même vision

2.7 Quelles mesures doivent être prises (et par quelles parties prenantes) pour concrétiser la vision ? Qu'est-ce qui serait différent ou meilleur en conséquence ?
En d'autres termes, à quoi ressemblerait le succès ?

Femmes : permettre l'accès à la terre aux femmes

Défrichement : veiller aux forêts intactes

Changement Climatique : développer et adapter des techniques adaptées au changement climatique

Aménagement du territoire : Terres agricoles sont converties en zones habitées, zones riches en biodiversité (forêts, château d'eau) détruites ou menacées. Une vision pour un aménagement du territoire intégrée est nécessaire

Promouvoir la création des zones à haute valeur dans aires protégées, mais aussi avoir une vision étatique pour le développement durable (lutter contre la dégradation, maintenir un environnement sain)

Zones de conservation des ressources naturelles intactes / aires protégées pour dire ce qu'on doit / ne doit pas faire

Savoir et Savoir-faire – promouvoir, également avec des acteurs externes (p.e. nations unies)

Améliorer les sols : Encourager l'utilisation des produits biodégradables --> utiliser les technologies pour valoriser les déchets biodégradables pour améliorer les sols, réutiliser dans la production végétale

2.8 Comment différents types d'organisations (par exemple, celles représentées dans votre groupe) peuvent-ils contribuer à la vision ?

État : - **régularisation** :

- L'état doit développer et promouvoir une vision pour le développement durable, y inclus une stratégie contre la dégradation, et pour un environnement sain
- **Valoriser** les productions locales, par exemple le lait local (à la place de consommer du lait importé)
- Politique de prix favorable au producteur / produit local - prix doit être compétitif par rapport au produit importé (ou on limite l'importation) – car la production locale qui aménage l'environnement naturel ne se fait que si ce produit n'est pas importé
- La vision doit soutenir des **coopératives locales**
- **La Vision doit encourager la production bio pour la vente locale** (non uniquement pour l'exportation !!)
- Des ressources naturelles intactes nécessitent une vision de l'état aussi envers **les acteurs externes** (**acheteurs, et organisations d'accompagnement, conditions pour l'importation de biens**, etc)
- L'État doit demander une étude d'impact environnemental pour chaque projet
- La pollution et déchets : dispositions légales nécessaires

Producteur : **manières de production** :

- Ils doivent penser aux générations futures. Soutenir les producteurs ~~de~~ à mieux produire, et plus sainement (ne pas approuver les produits chimiques)
- Valoriser les connaissances locales endogènes des producteurs locaux

Institutions de recherche :

- Soutenir la recherche afin de répondre aux besoins des producteurs, cadrer vers besoins locaux, recherches des stratégies pour le contexte local
- La recherche doit avoir les connaissances, mais également les moyens pour la promotion et communication concernant les **aspects systémiques** de la conservation.
- Partager les connaissances, et les adapter au contexte local

Organisations d'encadrement : encourager le réseautage entre les producteurs, afin de se compléter (aliments, vente, échange) partage d'expériences

Institutions Multilatérales : soutien technique et financier pour aboutir au développement des ressources naturelles intactes - Connaissances et savoir-faire pour adapter et promouvoir le savoir-faire

2.9 Quelles **recommandations spécifiques** le groupe a-t-il pour le Sommet sur les systèmes alimentaires concernant la vision ?

Gestion durable avec des stratégies appropriées au changement climatique, en évitant la pollution, et planifier les visions étatiques qui couvrent les interrelations entre des secteurs afin de permettre une gestion intégrée du territoire)

1. La recherche doit être adaptée aux besoins locales, et dirigée vers le bénéfice communautaire avec une vision durable
2. L'état doit se diriger vers des ressources intactes en associant tous les acteurs pour créer une vision ;
3. L'aménagement du territoire doit respecter toutes les zones pour la conservation de la biodiversité et lutter contre la dégradation, et la protection des ressources naturelles – avec restauration des zones dégradées, et conservation des zones intactes et menacés
4. L'état doit assurer la coordination et protection en associant tous les partenaires
5. Elaborer des plans de gestion et d'aménagement extra-nationaux –
6. Améliorer la gestion des zones : Protection des forêts, et promouvoir la production agro-forestière dans les zones dédiés à ce but.
7. Valoriser la production locale afin d'encourager la bonne gestion (durable) des ressources naturelles.

2.10 Quels sont les principaux domaines de débat par rapport à la vision, et comment les gérer ?

Que signifient les 'Zones de conservation' ?

2.11 Quelles sont les questions ouvertes auxquelles il faut encore répondre, le cas échéant ?

2.12 Avez-vous d'autres observations à faire suite à vos discussions ?